AVRIL 1977 - N° 745 Participation aux frais : 3 F

LA Grande Relève DES HOMMES PAR LA SCIENCE

REDACTION et ADMINISTRATION : 88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET C.C.P. 13.402.39 Paris

MENSUEL DE PROPAGANDE POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE FONDÉ PAR **Jacques DUBOIN** EN 1934

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

EDITORIAL :
Ils y viennent ! par M.L. Duboin. p. 1

AU FIL DES JOURS, par J.-P. Mon. p. 5

SOIT DIT EN PASSANT :
Enfin une bonne nouvelle ! par G. Lafont. p. 6

ETRANGER :
Un marché bien peu commun, par P. Simon. p. 7

LES QUESTIONS AGRICOLES :
Agriculture et Santé, par J. Mestrallet. p. 3

Le bûcher, par M. Dubois. p. 2

Encore les impôts, par A. Gasnier. p. 4

Le droit de propriété et le revenu social, par J. Carlesse. p. 8

Un principe fondamental, par M. Dieudonné. p. 11

INITIATIVES :
Allons de l'avant ! par R. Thuillier. p. 9

TRIBUNE LIBRE :
Le mouvement distributif et la politique, par J. Le Morvan. p. 13

COURRIER DES LECTEURS. p. 10

APPEL A L'UNITE. p. 15

ANNONCES. p. 14

ILS Y VIENNENT !

par M.-L. DUBOIN

A ceux qui lui reprochaient de ne pas avoir réussi à instaurer l'économie distributive, Jacques Duboin répondait : « elle fait son entrée dans le monde, discrètement, par la porte basse du chômage. Elle est déjà là, dans les multiples et diverses allocations. »

Il disait aussi qu'à son avis ce serait aux Etats-Unis qu'elle serait d'abord mise en pratique parce que c'est le pays où les progrès technologiques sont le plus poussés et où, par conséquent, les contradictions du capitalisme sont les plus exacerbées.

Encore une fois, les faits lui donnent raison et en voici une nouvelle preuve : le syndicat américain de l'acier (U.S.W.) qui compte un million quatre cent mille adhérents, demande **« A VIE, un REVENU ANNUEL qui ne tienne pas compte des changements pouvant intervenir dans l'économie nationale, l'industrie de l'acier ou dans une entreprise donnée et l'emploi même d'un syndiqué ».**

C'est donc la garantie du revenu et non plus celle de l'emploi que réclame ce puissant syndicat. Quand on sait à quel point les syndicats américains sont intégrés aux institutions capitalistes, on ne peut que s'étonner d'une telle revendication qui traduit une sérieuse perte de confiance dans le système de la libre entreprise. Mais, premières victimes du chômage et de l'inflation, les ouvriers de l'acier estiment qu'ils doivent eux aussi bénéficier des clauses de non licenciement déjà accordées à un certain nombre de cheminots, de dockers et d'ouvriers de l'imprimerie, en échange de leur accord sur la modernisation et l'automatisation des entreprises.

Le syndicat entend donner à cette revendication la plus haute priorité et laisse aux négociateurs le choix des moyens appropriés pour atteindre ce but : réduction de la durée de la semaine de travail, ou création d'un fond permettant d'assurer aux licenciés un revenu permanent.

De leur côté les compagnies sidérurgiques critiquent ces revendications, propres, disent-elles, à faire monter le prix de l'acier ; mais, pragmatiques, les plus importantes d'entre elles ne réagissent pas de manière entièrement négative : appréciant l'avantage de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et stable, elles semblent prêtes à satisfaire cette revendication à condition d'en limiter le bénéfice aux ouvriers ayant une certaine ancienneté.

Ces nouvelles devraient être riches d'enseignements pour les syndicats français, confrontés, comme ceux de tous les pays industrialisés, aux mêmes problèmes d'automatisation et de licenciement.

Réalistes et efficaces, les syndicats américains sont prêts à immoler la sainte libre entreprise sur l'autel du « revenu à vie », pourquoi les syndicats français ne sacrifieraient-ils par le droit à l'emploi au droit au revenu ?

LE BUCHER

par Marcel DUBOIS

LE PANIER DE CRABES

1977 : les municipales ; 1978 : les législatives. Dans le panier, les crabes s'agitent, cherchent leur ligne de départ. Les futures Jeanne d'Arc que la France secrète avec une régularité exemplaire depuis un demi siècle s'apprêtent à sauter en selle pour un galop historique sur le front de l'inflation avant de brûler sur le bûcher de l'oubli.

Bienheureux bûcher ! Que se passerait-il s'il venait soudain à manquer et si, par un malheur inouï, les Français retrouvaient des bribes de mémoire ?

Car enfin voici effectivement près de 50 ans que pour des motifs lucidement analysés par Jacques DUBOIN, les monnaies (pas seulement la nôtre) souffrent de ce mal que les économistes traditionnels s'obstinent à dénommer inflation, alors que précisément le fléau de la balance ne demanderait qu'à basculer du côté de l'offre si des prodiges d'« ingéniosité » ne réussissaient à maintenir une rareté relative. Voici près d'un demi-siècle que les sauveurs se succèdent, avec leurs plans de stabilisation, de relance et d'austérité ; les hommes nouveaux appliquent sans broncher les recettes les plus éculées, augmentent le tabac et l'essence, lancent leurs emprunts exceptionnels, et font succéder, sur leurs vignettes, la photo du paysan à celle du vieillard. Et imperturbablement les monnaies poursuivent leur slalom, bloquant des économies dont elles ne devraient être que la traduction chiffrée mais fidèle, et piétinant allègrement les merveilleuses possibilités que les progrès de la science et de la technique offrent aux hommes d'aujourd'hui.

UNE CONTRE-VERITE

Car attention, je l'ai souvent dit et nous ne le répéterons jamais assez : le sentiment confus qu'à M. DUPONT de vivre moins bien que ses parents correspond bien à la réalité, en dépit des statistiques, de la télé et des embouteillages. Redisons que notre société saturée de gadgets hautement rentables, sacrifie les vrais besoins vitaux : qualité de la nourriture, du logement, des rapports sociaux, de l'environnement. La meilleure preuve en est le prix relativement très élevé demandé à ceux qui s'obstinent par exemple à préférer les aliments traditionnels ; de même la valeur marchande de l'air pur et du silence. N'oublions donc jamais que les « conquêtes sociales » des dernières décennies n'ont été possibles qu'au prix d'un véritable écroulement des vraies valeurs, aussi bien matérielles que morales.

Sur cette toile de fond, à ne jamais perdre de vue, l'agitation des marionnettes prête à sourire : Giscard ou Chirac ? Barre ou Mitterand ? Quelle importance pour le sujet qui nous préoccupe tous et qui prime actuellement tous les autres ? La gauche ne dissimule pas que si elle arrive au pouvoir son premier souci sera, comme au Portugal, comme en Allemagne, comme en Angleterre, de lutter à son tour contre la fameuse inflation : « retroussez vos manches » (refrain connu avec couplets remis au goût du jour)...

UN SONDAGE REVELATEUR

En attendant, percevant le malaise, ces Messieurs multiplient les prises de pouls : nous sommes auscultés dans les plus petits méandres de nos consciences de citoyens et voilà maintenant qu'on nous accuse ouvertement de cultiver le paradoxe... pour ne pas dire plus ! Une majorité d'entre nous n'a-t-elle pas eu assez d'inconscience pour déclarer récemment :

1°) que nous nous sentons mal dans notre peau actuelle et qu'il fallait que ça change.

2°) que nous ne souhaitions pas opter pour une société « collectiviste ».

Pour notre part, nous déclarons cette apparente contradiction parfaitement logique, et elle aurait dû faire éclater aux yeux les moins dessillés une escroquerie intellectuelle aveuglante qui dure depuis des lustres : à savoir la confusion savam-

ment entretenue entre les problèmes économiques et le choix d'un régime politique. Dans notre système du Profit, en effet, aucune libéralité ne peut être accordée à quiconque sans amputer les ressources de quelqu'un. Dans ces conditions, tous ceux qui possèdent quelques privilèges se rangent automatiquement dans le clan des conservateurs, tandis que les lésés, regroupés au sein d'une opposition, œuvrent pour que la prise de pouvoir politique leur permette d'intervertir les rôles. En se faisant les seuls champions d'une suppression des injustices sociales, les partis politiques trichent, puisqu'aucun d'eux ne propose de s'évader du système économique actuel. Pourquoi l'instauration d'une économie des Besoins serait-elle le monopole de telle ou telle forme de gouvernement ?

LE VRAI CHOIX

Gageons que, bientôt, on va nous seriner à longueur d'émission de radio et de télévision le caractère angoissant et définitif des choix que nous allons être amenés à faire. Belle occasion pour nous tous de remettre les choses au point : ce qui engage fondamentalement l'avenir, c'est le temps qui s'écoulera avant que le changement de système économique ne nous permette à nouveau de vivre, au vrai sens du terme. Car ils pèseront lourd ces mois au cours desquels nous allons continuer à polluer, à gaspiller les réserves planétaires, à hypothéquer l'avenir de nos enfants et peut-être à nous préparer une fin de siècle d'apocalypse !

J'exagère ?

Comme je souhaiterais en être sûr !..

LES QUESTIONS AGRICOLES

Nous décrirons dans de prochains articles les méthodes de culture biologique, puis les problèmes qui se posent. Car c'est là le point faible des écologistes. Pour les méthodes, il s'agira plutôt d'un rappel, car nous les avions présentées aux lecteurs voici quelques années. Nous attendrons leurs remarques.

Agriculture et santé

par Jean MESTRALLET

Jean Pennaneac'h a écrit dans « La Grande Relève » de décembre 1976 un article bien documenté au sujet de la Sécurité Sociale. D'un autre côté, des lecteurs demandent quelle pourrait être l'agriculture en Economie Distributive. Ces problèmes paraissent différents à première vue. Il n'en est rien.

...« On est en droit de se demander si nous sommes bien soignés » dit Jean Pennaneac'h. Beaucoup de gens — mais pas assez encore ! — se posent la même question.

⁂

DEPENSES DE SANTE OU DE MALADIE ?

Il est bon de remettre au point ce problème de la Sécurité Sociale, car trop de mensonges courent à ce sujet. Mais, en admettant que les dépenses de santé soient trop fortes pour la nation, là n'est pas le scandale. Le scandale, c'est qu'il ne s'agit pas de dépenses de santé, mais de dépenses de maladie !

Ces dépenses ne seraient pas graves, et même bénéfiques, si elles aboutissaient à une amélioration générale de la santé française. Est-ce le cas ? Trop souvent non, hélas ! Et leur augmentation continuelle en est une preuve supplémentaire.

Certes, la chimie médicale et l'abus de la chirurgie ne sont pas les seuls responsables. En dehors des maladies « iatrogènes » (causées par les médicaments) la dégradation des conditions de vie tient sans doute une plus large place. Il n'en reste pas moins vrai que la Sécurité Sociale rembourse sans sourciller une quantité de thérapeutiques inefficaces et refuse de rembourser des soins de haute valeur (cures de jeûne par exemple).

Nous sommes bien placés pour le savoir. Et si cet ostracisme a disparu nous aimerions en être informés. Ce ne peut être que tout récent.

On nous avait répondu à l'époque : « C'est la faute du contrôle médical et pas de la Sécurité ». Il paraît que cela ne va pas ensemble (1). Encore un mystère de plus, n'est-ce-pas, sauf pour les adhérents du M.F.A. : ils savent bien qu'il ne faut pas « tuer la poule aux œufs d'or », en l'occurence, l'augmentation de la morbidité.

⁂

AUGMENTATION DE LA MORBIDITE

Car, cela aussi il faut que nos camarades, trop souvent fanatiques du « Progrès », le sachent ; la baisse de la mortalité a été compensée par l'augmentation de la morbidité, c'est-à-dire du nombre de gens malades, pas d'une façon aigüe et fatale (du moins pas toujours), mais chronique, et obligés de se soigner constamment.

Les grandes épidémies ont été remplacées par

d'autres maladies : hépatites, cancer, maladies cardio-vasculaires, mentales, etc...

Les spécialistes du cancer attribuent 80 % des cas à l'environnement (déclaration faite en particulier par le Pr John Higginson, de l'Institut International de Lyon). Nous n'avons même pas besoin de recourir ici aux fanatiques de l'écologie et de la médecine naturelle pour les mises en garde. Et à côté du cancer, combien d'allergies, de maladies pulmonaires, digestives ou autres lui sont imputables ?

L'environnement, bien sûr, c'est l'air, c'est l'eau, mais aussi nos aliments et notre manière de vivre.

Parmi ces facteurs, notre alimentation est primordiale. Si la production agricole a battu des records (coupés de fortes baisses, il est vrai), ces dernières années, sa qualité ne s'est pas améliorée, au contraire ! Nous posons la question à nos lecteurs : le progrès consiste-t-il à rendre les gens malades, puis à inventer des tas de remèdes plus ou moins complexes pour les soigner, ou bien leur offrir des conditions de vie qui les empêchent de tomber malades ?

Il nous semble que la réponse est évidente. Inutile de continuer à polluer l'eau et l'atmosphère avec les rejets des usines chimiques si l'on peut se passer de leurs produits en médecine et en agriculture. Et c'est possible. L'expérience le démontre.

⁂

ECOLOGIE ET ECONOMIE

Depuis que nous étudions l'agriculture biologique, nous avons eu connaissance de nombreux témoignages, prouvant l'amélioration de la santé des plantes et des animaux, mais aussi de la santé des agriculteurs eux-mêmes. (Nous avons fait des constatations identiques en médecine naturelle).

L'agriculture biologique a donc un double résultat : elle permet de se passer d'une grande partie de l'énergie employée par l'agrochimie, tout en améliorant ou rétablissant la santé des consommateurs. **Elle est capable d'atteindre ou même de dépasser les rendements de l'agrochimie !**

Elle fait mieux : ses rendements se maintiennent, alors que ceux des méthodes courantes, après avoir atteint un sommet, décroissent ensuite régulièrement (en proportion des fertilisants employés, mais aussi en valeur absolue).

Exemple : des rendements en blé variant entre 40 et 70 qx/hectare ! Nous connaissons un agriculteur produisant régulièrement entre 45 et 60 qx/hectare. Ces témoignages ne manquent pas. Si les adversaires contestent, qu'ils prouvent le contraire.

Notons enfin que le blé du cultivateur précité est d'une propreté étonnante : peu de graines de plantes adventices et ce, sans aucun herbicide.

Ce détail a son importance, lorsqu'on sait que l'on utilise, pour désherber les céréales, des produits à base de 2-4 D ou 2-4-5-T, comme les défoliants du Vietnam. Ils renferment de la dioxine, le bon produit de Seveso, et sont interdits aux Etats-Unis, qui savent à quoi s'en tenir !

Voici encore quelques renseignements supplémentaires :

— après avoir augmenté, l'espérance-vie baisse de nouveau dans les pays « avancés ».

— les épidémies subsistent, malgré les vaccinations, dans les pays où règne la misère (variole, choléra, tuberculose), il y a eu progrès, chez nous, dans ce domaine, mais la grande bouffe et la pollution alimentaire pourraient bien les remettre en cause ; et nous n'avons pas éliminé la misère.

(1) Il va de soi que le principe sur lequel est fondé la Sécurité Sociale n'est pas en cause. Il s'agit de la remettre au service des citoyens. Le « cochon de payant » a son mot à dire dans le choix de son traitement.

ENCORE LES IMPOTS !

par A. GASNIER

Un des responsables du Parti Socialiste a fait récemment un brillant exposé à la télévision sur le thème : l'impôt, son utilité, les moyens de le rendre plus juste et d'éviter les fraudes. En tant qu'inspecteur des Finances, M. Michel Rocard avait toute la compétence voulue pour traiter un tel sujet.

Il est à craindre cependant que les solutions proposées ne soient inefficaces, car elles demeurent dans le cadre de l'économie des prix-salaires-profits.

C'est pourquoi nous lui en proposons une autre : le service social assurant le revenu social. Celui-ci, distribué avec équité entre tous les citoyens, ne doit être calculé qu'après avoir tenu compte des sommes nécessaires à la production. Pas d'autre impôt à déduire ensuite par ceux qui acceptent d'accomplir leur service social. **Cet impôt de type encore inédit** étant institué, les assujettis comprendraient très vite que pour diminuer le temps de ce service social, il faudrait supprimer le gâchis et les gaspillages de toutes sortes. Finies les productions inutiles engendrées par la recherche vaine du plein emploi.

Et que d'emplois considérés aujourd'hui comme utiles perdraient alors leur raison d'être : banques, assurances privées, appareil policier et judiciaire, intermédiaires, etc., ce qui réduirait encore le service social.

C'est alors que nous pourrions crier avec notre camarade Carlesse : Vive l'impôt, mais le nôtre.

Dans « France-Soir » du 9-1-77, François Gault cherche des armes contre le chômage. Il écrit : « Plus longue que prévu, la crise économique a modifié la politique industrielle et celle des échanges internationaux. Dans ces conditions, de nouvelles armes se révèlent nécessaires pour venir à bout du problème. On ne les connaît pas encore, mais on les cherche. »

Nous suggérons à F. Gault de s'abonner à « La Grande Relève » et de nous ouvrir les colonnes de « France-Soir ».

★

L'automatisation du dessin des circuits intégrés est maintenant une réalité : associé à un ensemble de traçage photographique, un calculateur permet d'automatiser entièrement la phase manuelle de dessin des circuits intégrés et rend possible la conception de circuits imprimés de grandes dimensions.

La précision obtenue est de 1/100 de millimètre pour un carré de 300 mm de côté ou de 2/100 de mm pour une surface de 500 x 600 mm. La vitesse de tracé est de 100 mm à la seconde.

★

Depuis quelques temps viennent d'apparaître sur le marché des testeurs automatiques de composants et de sous-ensembles électroniques. Permettant d'assurer les contrôles à la réception, en cours de production et en fin de fabrication, ils entraînent une amélioration de la qualité du produit fini et un abaissement des prix de revient.

Les testeurs automatiques apportent des avantages incontestables tant sur le plan fonctionnel qu'économique : le diagnostic est en effet beaucoup plus précis et plus rapide (quelques minutes au lieu de plusieurs heures (que lorsqu'il est est effectué par des techniciens. Ils permettent d'utiliser un personnel peu qualifié et rapidement formé.

★

Le véritable motif de la grève qui vient de paralyser le centre informatique de la B.N.P. est la menace de la mise en place d'un vaste plan de restructuration de l'informatique dans les banques, entraînant de très nombreuses suppressions de postes.

★

Les trois exemples que nous venons d'évoquer démentent à l'évidence l'affirmation maintes fois entendue selon laquelle le progrès technologique ne supprime que des emplois de faible qualification et crée par contre des emplois exigeant un niveau de connaissance plus élevé.

Désormais, techniciens, dessinateurs, informaticiens, ingénieurs doivent un peu plus se sentir solidaires des manœuvres et des O.S. et exiger avec eux un revenu garanti.

★

Après le Tour de France des chômeurs en quête d'emploi, Raymond Barre va-t-il proposer le Tour de France des malades ?

Ses services se plaisent en effet à dire qu'il y a globalement assez de lits d'hôpital en France mais qu'on ne sait pas les utiliser.

Décidément, il va y avoir bientôt beaucoup de monde sur les routes !

★

D'ailleurs, tout ce qui est social tracasse notre Premier ministre :

Après avoir prôné « l'assainissement » des Entreprises par l'allègement de la main-d'œuvre (sidérurgie entre autres exemples), il s'en prend maintenant aux dépenses sociales : « Si l'on n'y met pas bon ordre, nous courrons à l'abîme » dit-il à ses proches collaborateurs. Selon lui, tout système qui tend à garantir à tous et à chacun un minimum de ressources entraîne l'existence d'un budget absorbant complètement le montant du produit national.

Nous avons pourtant vu dans le précédent « Fil des Jours » que le S.M.I.C. à 5 500 francs est parfaitement concevable dès à présent pour tous les ménages français.

★

Le revenu minimum garanti n'est pourtant pas une utopie : il est inscrit dans le programme du Parti Québécois qui vient de remporter les dernières élections législatives au Québec.

Et il ne s'agissait pas d'une simple promesse électorale puisque le ministre des Affaires Sociales du nouveau gouvernement québécois vient de soumettre au Conseil des Ministres un projet de mise en place progressive du revenu familial garanti.

★

Il faut à tout prix maîtriser l'abondance : la Commission Européenne préconise une réduction des capacités de raffinage de 16,5 % pour l'ensemble de l'Europe des Neuf. Elle recommande pour cela d'arrêter complètement les nouvelles constructions et de mettre hors service définitivement les installations les moins efficaces.

★

Aux Etats-Unis, patrons et syndicats étudient divers projets concernant l'éventuelle réduction de la semaine de travail à 32 heures.

En France, le gouvernement et le patronat, toujours en retard d'une guerre, en sont encore à refuser les quarante heures.

J.-P. MON

Soit dit en passant

ENFIN UNE BONNE NOUVELLE !

par Gabriel LAFONT

Durant la dernière campagne électorale, celles des municipales, M. Giscard d'Estaing, histoire de se changer les idées, qu'il avait plutôt moroses, et de voir d'autres tronches que celles de ses ministres, est allé visiter le Salon de l'Agriculture à la Porte de Versailles. Et il en est sorti tout ragaillardi, le Président. Il en avait grand besoin.

C'est que le métier de président libéral avancé n'est pas un métier de tout repos. Il y a des cactus. Les adversaires, de l'opposition, bien sûr, et même ceux de la majorité, qui vous attendent au tournant. Et il y a les petits amis impatients qui voudraient prendre la place. Il y a aussi la conjoncture économique, l'inflation, le chômage, le franc qui se débine, et le reste. Comment voulez-vous gouverner dans de telles conditions ? C'est dur, vous savez.

Alors, il faut bien, de temps en temps, pour ne pas sombrer dans la déprime, aller se remonter le moral, au Salon de l'Agriculture, par exemple. C'est plus tonique que le Centre Pompidou, croyez-moi.

J'ignore, n'ayant pas été invité à cette belle cérémonie, si Giscard en est ressorti gonflé à bloc, comme on l'a dit, ou s'il a seulement fait semblant devant les photographes et les micros, mais c'était bien imité.

Je dois dire que, vue de la Porte de Versailles, quand le temps est beau, l'Agriculture et ses deux mamelles de la France, avec ses montagnes de choux-fleurs, ses tonnes de beurre, ses pyramides de camemberts, ses ovins primés, ses bovins déprimés, son matériel modernisé, ses hôtesses, et tout le folklore qui accompagne ce genre de manifestations, l'agriculture, même pour le visiteur distrait, offre un visage plutôt réconfortant.

C'est autre chose, j'imagine, que d'aller voir sur place, dans les campagnes, comment ça marche, que de se trimballer dans des chemins impossibles, serrer la paluche de tous les culs-terreux qu'on rencontre, souvent mal embouchés, en souriant, avec un petit mot gentil pour tout le monde. Surtout quand on n'est même pas foutu de faire la différence entre une vache landaise et un épagneul breton. Bien heureux encore quand ces péquenots ne s'amusent pas à barrer les routes ou à répandre sur la chaussée des artichauts arrosés de mazout.

Au salon de l'Agriculture tout s'est bien passé pour Giscard. Il était satisfait. « Quand l'agriculture va tout va, qu'il a dit, et quand l'agriculture ne va pas, rien ne va ». C'est comme le bâtiment.

Et puis, sur sa lancée, le Président a annoncé qu'un délégué aux industries alimentaires sera prochainement nommé par le gouvernement pour donner un nouvel élan à cette industrie, et, par contre-coup, à l'agriculture. Ça fera toujours un chômeur de casé.

Attendez, ce n'est pas fini. Giscard, visiblement en pleine forme, a ajouté : « Après les trois dernières années difficiles qu'a traversées l'agriculture, on peut actuellement prévoir en 1977 une augmentation en volume de la production agricole française, qui devrait dépasser les niveaux de 1975 et de 1976 ».

Autrement dit : Tout va pour le mieux et faites-moi confiance. Je tiens bon la barre.

C'est quand même une bonne nouvelle, non ?

Une bonne nouvelle ?,. Réflexion faite, ce n'est pas certain du tout. Je le dis, au risque de passer pour un trouble-fête. On voudrait bien faire confiance au Président, mais dans les propos pleins d'un si bel optimisme qu'il a tenus, il y a quelque chose qui me chiffonne .Ou bien Giscard se paie notre tête à tous, ou bien il n'est pas au courant. Il a tellement à faire, cet homme.

Pourtant il devrait savoir qu'en dépit de toutes les difficultés qu'a connues l'agriculture depuis trois ans, le mauvais temps, la sécheresse, le mildiou, le doriphore, et tout, la France, avec le Marché Commun, n'a pas réussi encore à se débarrasser de toute sa surproduction. Les stocks de poudre de lait, de beurre et autres denrées s'entassent un peu partout jusqu'à devenir encombrants. Et pas le plus mince espoir de les fourguer, même à perte. (Mais aux frais des contribuables, comme le veut un usage solidement établi).

Alors, si maintenant la récolte 1977, comme l'annonce Giscard, se met à être bonne, c'est foutu ! Je ne vois pas comment le gouvernement, même avec à sa tête le meilleur économiste français, pourrait nous sortir de ce merdier.

On peut, bien sûr, en demandant un petit effort aux Français-Français, établir, après l'impôt sécheresse un impôt excédents. Quelqu'un y a sûrement pensé. Mais que fera-t-on des stocks ?

Giscard d'Estaing, pour être plein d'optimisme, doit bien avoir sa petite idée là-dessus. Je serais tout prêt à partager son optimisme s'il voulait bien, un jour, venir nous expliquer son truc.

Je lui promets d'être sage. Et de ne pas aller refiler le tuyau à Mitterrand.

ETRANGER

par Pierre SIMON

Un marché bien peu commun

C'est aujourd'hui 25 mars 1977 le vingtième anniversaire du Traité de Rome par lequel les ministres des Six (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) instituèrent la Communauté Economique Européenne (CEE) et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM).

En janvier 1962, une Politique Agricole Commune vit le jour. Ses deux grands principes étaient la fixation chaque année de prix uniques à l'intérieur de la Communauté et une protection douanière efficace.

A deux reprises, en 1963 et 1975, une convention fut passée avec des pays du Tiers Monde (accords de Lomé).

En 1970, sur rapport de M. Barre (le même !) la CEE s'octroya un financement autonome et un fonds de soutien automatique de 2 milliards de dollars.

Sans nul doute, les intentions des fondateurs de la CEE étaient pures et généreuses. Vingt ans après, les réalisations obtenues laissent perplexe. A titre d'illustration voici plusieurs informations tirées de la très sérieuse revue britannique THE ECONOMIST dans ses numéros des 26 février, 5 mars et 12 mars 1977.

Le problème majeur de l'Europe verte est sans doute celui de ses excédents agricoles.

D'abord, les produits laitiers. L'année dernière, alors que la Communauté détenait déjà des stocks de 46 000 tonnes de beurre et de 437 000 tonnes de poudre de lait, les ministres ont accordé une augmentation de 7,5 % du prix du lait, encourageant la production mais décourageant la demande. Que les producteurs ne s'inquiètent pas ! La Communauté leur achète leurs produits au « prix d'intervention ». A ce titre, le fonds agricole a versé, en 1976, 1 200 millions d'unités de compte, monnaie conventionnelle en vigueur dans la Communauté en attendant une monnaie européenne. A titre d'indication, il faut environ 2 de ces unités pour acheter 1 kilo de beurre européen.

En janvier 1977, les stocks de beurre dépassaient 190 000 tonnes et ceux de poudre de lait un million de tonnes. Que faire de ces stocks ? Les vendre sur le marché mondial ? Non, car le prix européen du beurre est environ 4 fois supérieur au prix mondial. Ou alors, on le vendra à bas prix et la Communauté versera la différence à l'exportateur. Grâce à ce système, les Russes viennent d'acheter, à grand scandale, du beurre européen moins cher que nous le payons nous-mêmes. Pour apaiser les esprits on a décidé de ne plus leur en vendre. On va donc continuer à le stocker en entrepôts réfrigérés (il n'en coûte que 300 millions d'unités de compte par an et par tonne !).

Et si on le vendait au Tiers-Monde ? Eh bien, le Tiers-Monde ne s'intéresse qu'à la matière grasse du lait qu'il faudrait donc traiter, aux frais de la Communauté, avant de le lui expédier. Et les hôpitaux, et les écoles ? Ils sont acheteurs à bas prix, mais qui va payer la différence ? Faute d'action, les stocks de beurre s'éleveront sans doute à 350 000 tonnes d'ici la fin de l'année.

Ensuite le vin. La production croît de 2 1/4 % par an mais la consommation diminue de 1 %, car les Italiens et les Français, de loin les plus gros buveurs, lèvent moins facilement le coude. Pourtant, les surfaces cultivées n'ont guère augmenté, mais, grâce aux engrais et à l'irrigation les rendements, eux, augmentent. Quel plaisir d'apprendre que les versements du fonds agricole au secteur du vin ont été multipliés par plus de 12 entre 1973 et 1976, tant pour le stockage et le transport que la distillation.

Enfin, le sucre. Grâce à de fortes subventions son prix est maintenant le double du prix mondial. C'est pourquoi un produit de substitution, de 10 à 15 % meilleur marché, a vu le jour. C'est l'isoglucose, tiré du maïs et du blé, dont l'industrie est très prospère et qui donne satisfaction sauf qu'on ne peut le cristalliser. Ne me demandez pas pourquoi. Il ne reste qu'à se défaire des excédents de sucre européen en versant des indemnités aux exportateurs. Sans oublier qu'il faut bien laisser entrer quand même les importations de sucre de canne en provenance des pays signataires de l'accord de Lomé (1975).

Quand on se rappelle que le blé pose les mêmes problèmes à l'Europe que le beurre, la poudre de lait, le vin et le sucre, on a le vertige. Bien sûr, ces chiffres sont complaisamment étalés par une revue britannique et l'on sait que l'opinion britannique commence à se mordre les doigts d'avoir dit oui au référendum concernant son accession au Marché Commun. Depuis ce jour-là, elle a vu les prix des produits alimentaires monter en flèche, pour s'aligner sur les nôtres qui en faisaient autant. Et si l'inflation c'était un peu cela ?

Devant un tel gâchis on est en droit de se dire que nos économistes, nos experts et nos gouvernants font fausse route en manipulant leur sacro-saint marché comme ils le font, et qu'une solution de rechange s'impose de toute urgence. Pourquoi pas l'Economie Distributive ?

LE DROIT DE PROPRIETE ET LE REVENU SOCIAL

par Jean CARLESSE

A QUI APPARTIENT LA NATURE ?

Selon les lois établies, le code civil et la justice humaine, on ne possède vraiment quelque chose que si l'on peut prouver que la personne qui vous l'a vendue en était légalement propriétaire.

Or, prenons un exemple : Vous possédez une montre en or qui marche bien. En avez-vous la propriété ?

Quelle est l'origine de cette montre ?

Son boîtier est en or. L'or a été extrait de la terre. Ceux qui l'ont extrait ne l'ont pas payé. Ils peuvent avoir acheté le terrain à quelqu'un, mais le premier propriétaire ne l'a pas acheté : il s'en est emparé... De même, d'autres hommes se sont emparés du fer de la terre qui fut utilisé dans la montre sous forme d'acier ; c'est également vrai pour les petits rubis dans la monture des pignons. A son tour le fabricant a payé un homme qui savait faire les montres ou bien il a acheté à quelqu'un un brevet pour leur fabrication.

Ce fut Pythagore qui divisa, le premier, le jour en vingt-quatre heures. Il fit don au monde de cette idée et de centaines d'autres idées sur les nombres et sur le temps.

Il n'y a pas une seule partie de la montre qui fut, à l'origine, achetée à quelqu'un qui en ait eu le droit exclusif, car **personne n'a jamais acheté une seule chose à la nature.**

Comment peut-on alors, prétendre en être le possesseur et avoir le droit de la vendre ? Nous sommes les obligés des grandes lois de la nature. Même l'inspiration de l'intelligence humaine est l'effet d'une illumination naturelle.

En réalité, le seul fait de venir dans ce monde nous confère la propriété indivise de toute la nature et fait de nous les héritiers de la lignée de savants, de chercheurs, d'ingénieurs qui nous ont précédés.

Il est impensable qu'un natif de cette terre soit dépourvu de tout droit sur elle, sa nature et ses fruits et sur les fruits de l'intelligence et du travail de ses ancêtres et des ancêtres de ses prochains.

Les premiers hommes s'attribuaient mutuellement ce droit. Le régime féodal ne l'a aliéné que partiellement par ses dîmes, ses tailles et ses corvées. Seul le régime capitaliste l'a aboli pour la grande majorité des vivants désormais voués au prolétariat.

Le but suprême du socialisme est de le rétablir sous une forme moderne.

Cette forme, pour nous, c'est le **revenu social**, ou la rente sociale.

Une propriété ne vaut que par les revenus qu'elle procure. Ces revenus ne peuvent provenir que de ceux qui achètent les fruits ou la production de la propriété. Ceux qui ont besoin de cette production tirent leur pouvoir d'achat, en tout cas la plupart d'entre eux, de la vente de leur travail. Le travail humain devenant une denrée de moins en moins nécessaire depuis l'avènement du machinisme, la clientèle s'amenuise. Force est donc de solvabiliser sous une autre forme les besoins de ceux qui ne possèdent rien à échanger, même pas leur capital travail.

⁂

RENDRE A L'HOMME SES DROITS

Un courant d'idées est désormais dans l'air.

Un alinéa nouveau dans la **déclaration des droits de l'homme** s'impose : « tout citoyen, dès sa naissance, reçoit une reconnaissance le rendant propriétaire indivis de toute la production nationale, fruit de la nature et de l'œuvre des générations qui l'ont précédé ».

Ce seul certificat l'affranchirait du prolétariat et le rendrait associé à part entière dans toute entreprise à laquelle il apporterait son concours.

La science économique a fait de tels progrès que désormais on peut, sans expropriation spectaculaire, réaliser le socialisme de l'abondance.

L'Etat doit reprendre son droit régalien, lui donnant le monopole de la création monétaire, et chaque citoyen doit pouvoir se faire ouvrir un crédit, égal pour tous ; c'est la réalisation, sans brimades, de l'égalité économique, chacun affrontant la vie avec les mêmes chances et la même sécurité.

Nous avons vu que la propriété d'une usine ou d'un champ ne confère la richesse que par son revenu. Ce revenu dépend de son exploitation, donc des sommes investies pour elle.

Si le propriétaire de ces moyens de production doit faire appel au crédit national, s'il ne peut obtenir suffisamment de crédit qu'en s'associant à d'autres crédirentiers, son droit de propriété se borne à une possession nominale de la nue-propriété, **l'usufruit étant partagé avec ses associés.**

⁂

C'est ce partage de l'usufruit de tous les moyens de production que nous préconisons sous l'appellation de **revenu social** et, l'utopie, c'est de croire qu'on peut, indéfiniment en ajourner le décret d'application en espérant, par des contorsions, réaliser encore le **plein emploi.**

INITIATIVES

Toutes les bonnes initiatives prises pour la diffusion de nos thèses sont les bienvenues et nous en informons avec enthousiasme nos lecteurs.

Allons de l'avant !

« La Grande Relève » a raison de publier, dans la plupart de ses numéros, le condensé des thèses de l'Economie Distributive élaborées par Jacques Duboin il y a une quarantaine d'années.

Elles n'ont pas vieilli et restent plus que jamais d'actualité. Telles qu'elles sont présentées, elles suffisent à bien définir ce qui devrait être une économie des besoins face à l'économie échangiste capitaliste dont le profit est la base.

Jacques Duboin n'avait pas cru utile d'entrer dans le détail d'application de ses thèses. Il ne voulait pas anticiper sur ce que serait l'évolution du machinisme, du capitalisme et les conséquences économiques et politiques qui en résulteraient. Il pensait qu'une organisation sociale nouvelle, rompant totalement avec les structures antérieures, dépendra surtout **de la mentalité des hommes** qui l'instaureront et la feront fonctionner.

Cependant Jacques Duboin, et les militants qui se sont groupés autour de lui, n'ignoraient pas les objections qui étaient opposées, non pas tellement aux thèses de base de l'Economie Distributive, mais plus spécialement aux conséquences qui résulteraient de leur application.

C'est pourquoi, dès 1946, en publiant la 3e édition de son ouvrage « Economie Distributive de l'Abondance », il l'avait fait suivre d'une annexe intitulée « Réponses aux objections ».

Ce petit livre est encore disponible et il gagnerait à être largement diffusé. Il est d'accès facile et sa lecture dispenserait à nos militants de chercher des arguments pour exposer nos thèses.

C'est leur diffusion, dans tous les milieux, qui doit constituer notre principal effort.

Le dernier chapitre de l'ouvrage cité ci-dessus conclut précisément que c'est surtout l'incrédulité de nos contemporains qui constitue le plus sérieux obstacle à l'adoption de nos thèses de base.

Mais bien que Jacques Duboin ait énuméré une trentaine d'objections, auxquelles il fournit des réponses, il en existe bien d'autres. **Et il nous faut les réfuter toutes.**

APPEL AUX MILITANTS

Tous ceux qui s'intéressent à l'Economie Distributive ne pourraient-ils, après lecture de ce petit ouvrage, se servir de « La Grande Relève » (courrier des lecteurs, tribune libre) pour faire connaître les arguments qui leur sont opposés, ainsi que les réponses qu'ils ont cru devoir y faire ?

Un fructueux échange de vues pourrait s'ensuivre et « La Grande Relève » redeviendrait ce périodique vivant consacré à **notre** propagande.

D'autre part, depuis 1946, le capitalisme, qui est resté notre principal ennemi, s'est transformé par l'emploi toujours accru des machines de plus en plus perfectionnées, aboutissant à une crise permanente : le désarroi des économistes et des politiciens, de droite **comme de gauche**, devant les contradictions internes de structures créées pour la seule obtention d'un profit, est tel que nos idées pourraient être de plus en plus facilement acceptées.

Déjà, pour éviter que la « marmite ne saute », on distribue des secours et des allocations de toutes sortes, premier pas timide et forcé vers le Revenu Social.

Les citoyens constatent que la monnaie, qui perd tous les jours de son pouvoir d'achat, n'a plus de valeur intrinsèque et qu'elle annonce cette monnaie de consommation que nous préconisons.

Ces aspects nouveaux du fonctionnement (boîteux !) du capitalisme viennent confirmer la juste orientation de nos positions, ils devraient nous fournir des arguments supplémentaires pour notre propagande.

« La Grande Relève » devrait recueillir toutes les réflexions que ses lecteurs, militants surtout, sont amenés à faire devant l'état présent du capitalisme, **en fonction de nos thèses.**

Cela nous permettrait à tous d'aller de l'avant car ce qui compte uniquement, pour nous, c'est que nos idées soient acceptées par le plus grand nombre de nos contemporains.

René THUILLIER

BIBLIOTHEQUE GRATUITE

A Esvres-sur-Indre, un de nos camarades, ingénieur Conseil expert près les Tribunaux, a eu l'idée d'instaurer une bibliothèque de lecture gratuite des œuvres de Jacques Duboin.

CENT ANS APRES

E. PIZZOLI a pris l'initiative de rééditer le livre d'E. BELLAMY, traduit en France sous ce titre.

Voir l'annonce page 14.

COURRIER DES LECTEURS

Le Pellerin.

Je ne vous apprendrai rien quant aux projets E.D.F. sur notre belle région ? Pour les besoins du profit « le plutonium est supérieur à la chlorophyle » ! Lors des réunions anti-nucléaires (lorsqu'on m'en donne la possibilité) je parle d'économie distributive, ce qui fait que depuis deux ans, il y a tout de même eu un abonnement à La Grande Relève *! (exclusion faite de celui d'aujourd'hui).*

« La moisson est grande, mais le blé est dur ! », ce qui illustre parfaitement votre sage et logique raisonnement : Tout en diffusant les thèses économiques de Jacques Duboin, il ne faut pas tomber dans le piège et se laisser enfermer dans les innombrables groupuscules qui pédalent à côté du vélo ! ».

Ci-joint copie d'une lettre adressée à Monsieur le Ministre de la Qualité de la Vie.

« Monsieur le Ministre,

...Modeste citoyen, ayant conservé l'esprit d'observation et d'analyse, permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous faire part du résultat qui en découle.

Un premier constat : « la roche Tarpeienne est hélas ! toujours près du Capitole » ! Elle se nomme économie de profit ; avec cette nécessité impérative : produire en fonction de la vente, et non en fonction des besoins, c'est-à-dire produire n'importe quoi, pour vendre à des clients intrinsèquement solvables ; en oubliant que tous les pays étrangers tiennent le même raisonnement... C'est l'énorme gaspillage de matières et d'énergies, qui va à l'encontre de la véritable qualité de la vie, celle-ci se trouvant sacrifiée sur l'autel du « Veau d'or ».

...On nous rabâche que ces (éventuelles) usines sont nécessaires pour assurer le plein emploi, ce raisonnement contraire à la logique, à la réalité : les dernières techniques appliquées à la production, renvoient aux calendes grecques la notion travail dans son concept actuel...

...Dans ces conditions, qui peut condamner l'homme à accomplir un travail inutile, voire nuisible ? Sinon un système économique périmé, dépassé, qui ne poursuit qu'un but : le profit d'abord, l'homme ensuite ! ».

E. B.

Le Kremlin-Bicêtre.

Si pacifistes et écologistes méritent toute notre sympathie pour les idéaux qu'ils poursuivent, ceux-ci devraient comprendre que leurs objectifs ne sauraient être atteints sans une complète transformation des structures économiques.

Comment peut-on, en effet, envisager la fin de la politique d'armement que suit notre gouvernement, à l'instar de ceux des autres pays, si cet armement continue d'être la source d'immenses profits et de très nombreux emplois ?

Comment espérer la diminution de la pollution et l'amélioration de la qualité de la vie, si les industriels ont intérêt à polluer rivières et atmosphère plutôt que d'investir pour pallier ces inconvénients ?

Il faut le dire crûment, le M.F.A. NE POURRA poursuivre sa tâche que si tous ses militants comprennent qu'il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs et que pour garantir la paix, obtenir un sain environnement, il est indispensable, avant toutes choses, que disparaissent les intérêts particuliers contraires au but poursuivi.

R. C.

Baigts.

Dernièrement notre Premier ministre déclarait : « Parmi les maladies dont nous souffrons, le chômage est la plus sérieuse et la plus dégradante ».

En effet, cette maladie dégrade *le système économico-financier qui est en cause. Lorsque la compétitivité, qui est une des bases du système, est tributaire des progrès techniques, toujours plus accélérés et perfectionnés, augmentant ainsi, en même temps, la production et le chômage, le moyen de guérir la maladie ne serait-il pas de rompre ce cercle vicieux ?*

Mais ces hautes autorités connaissent-elles le sens exact de ce qu'est « accabler de loisirs » ceux qui voudraient travailler et inversement ? A toutes fins utiles, je leur livre l'anecdote suivante : « Le Père débauché d'une usine de chaussures ; la Mère débauchée d'un magasin d'habillement, refusent à leurs enfants (10 et 12 ans) d'aller voir les majorettes à la fête du quartier. « Pourquoi ? » demandent ces derniers. Parce qu'il faudrait une paire de souliers à Fabrice et une robe à Sabine. Pourquoi ne l'achetez-vous pas ? Parce que nous ne travaillons pas ! Et pourquoi ne travaillez-vous pas ? Parce qu'il y a trop de robes et de chaussures ! ».

Ne croyant qu'à la malveillance, les enfants fondirent en larmes.

Telle est la « société » qui fait, à cet âge déjà, des révoltés.

G. L.

38370 Les Roches de Condrieu.
Quai de la Paillasse,

De cette période où M. C. Loriant tint le rôle de rédacteur et d'éditorialiste, je ne retiendrai qu'une seule tendance, que je juge positive : d'avoir mis l'accent sur la désacralisation de cette idole qu'est le « Travail » !

Quant à intensifier votre action, j'avoue qu'il est difficile d'agir isolément, avec efficacité.

A mois que d'autres sympathisants de La Grande Relève *veuillent bien accepter une prise de contact, ce que je réclame toujours sans le moindre succès.*

Ph. M.

UN PRINCIPE FONDAMENTAL

par Marcel DIEUDONNE

« Le progrès technique crée de l'emploi » affirment les économistes. Si ce principe était juste, il y aurait de plus en plus d'emplois au fur et à mesure du développement du progrès, de moins en moins de chômage, la prospérité économique serait de mieux en mieux assurée, — si rien ne s'y opposait par ailleurs, bien entendu —. L'Economie du Gain s'adapterait parfaitement au progrès.

« Le progrès technique supprime de l'emploi », pensons-nous au contraire. Si ce principe était juste, le travail des machines de plus en plus automatiques se substituerait de plus en plus au travail des hommes. Comme le progrès est illimité et irréversible, il condamnerait irrémédiablement l'emploi, le salaire en résultant, puis, en chaîne, le bénéfice, tous les autres gains et finalement l'Economie du Gain.

DEUX CONCEPTIONS DE LA REALITE

Nous sommes en présence de deux conceptions fondamentales diamétralement opposées. L'une est juste, l'autre est fausse. Une seule exprime la réalité. Si c'était la première, l'Economie du Gain pourrait subsister jusqu'à la fin des temps humains. Si c'était la deuxième, il serait impérieusement nécessaire de remplacer le gain par le revenu social, et l'Economie du Gain par l'Economie du Revenu Social.

Voilà le problème social le plus important des temps passés, présents et futurs, car de sa solution dépend l'avenir de l'économie, de la société, de la civilisation et de l'humanité. Ce problème est pourtant l'un des plus méconnus. Rien n'est donc plus important que répondre à cette question fondamentale, essentielle :

Le progrès technique crée-t-il ou supprime-t-il de l'emploi ?

LE PERFECTIONNEMENT DES MACHINES

Il peut sembler évident qu'il en supprime. En effet, le progrès conduit à des machines de plus en plus automatiques qui fabriquent des machines elles-mêmes de plus en plus automatiques. Nous concevons difficilement qu'un tel processus crée de l'emploi. S'il en était ainsi, pourquoi donc les syndicats, les partis et tout le monde réclameraient-ils à cor et à cri, avec une étonnante obstination, de nouveaux emplois ? Pourquoi donc le Président de la République et le gouvernement claironneraient-ils à tout bout de champ, sans jamais s'en fatiguer, qu'ils vont créer de l'emploi ?

Un industriel se fait livrer et installer une machine moderne, en remplacement d'une autre, moins élaborée, afin de rendre le prix de ses marchandises plus compétitif. Il fallait deux hommes pour conduire l'ancienne machine, il n'en faut plus qu'un avec la nouvelle, qui, de surcroît, produit deux fois plus. Dans le cadre de cette entreprise, le progrès diminue l'emploi et augmente la production. De plus, pour produire la même quantité avec l'ancien matériel, il faudrait deux machines et quatre hommes. Ce n'est donc pas un seul emploi qui est supprimé, mais trois, dont deux, tués dans l'œuf, ne pourront pas être offerts à deux jeunes travailleurs, qui seront chômeurs avant d'entrer dans la vie professionnelle, faute d'emplois éliminés par le progrès technique.

LES EMPLOIS NOUVEAUX

— C'est entendu, nous répond-on, le progrès élimine de l'emploi, mais il en crée plus qu'il en supprime, car il faut construire de nouvelles machines, les transporter, les installer, faire face à d'autres incidences.

Dans le prix d'une marchandise quelconque — que ce soit un objet d'usage courant, un engin ou une machine — est incorporé le prix de travail de toutes les personnes qui ont coopéré, de près ou de loin, directement ou indirectement, à sa fabrication et, en ce qui concerne la machine-outil, à son installation, car dans les affaires, personne ne fait de cadeau à personne.

Si le progrès créait plus d'emplois qu'il en supprime, le prix de la machine de notre industriel, et de son installation, serait supérieur au prix du travail de trois ouvriers pendant la durée de fonctionnement de cette machine, soit peut-être pendant une vingtaine d'années ou plus. On se demande alors pourquoi l'industriel aurait-il remplacé son outillage ? Pour dépenser plus d'argent ? Pour rendre ses prix moins compétitifs ? Pour être mis en faillite, pour perdre ses réserves et ses économies personnelles ?

Nous avons choisi un exemple simple pour faciliter la démonstration et la compréhension du sujet, mais la réalité du fait, sa matérialité dirait un juriste, est rigoureusement la même dans tous les cas, qu'il s'agisse d'un outil, d'un engin, d'une chaîne de fabrication ou d'un complexe industriel.

L'EXEMPLE DU CHEMIN DE FER

Pour étayer le principe de la création d'emplois par le progrès technique, l'argument massue mis en avant par les économistes est que les chemins de fer ont créé plus d'emplois qu'il y en avait à l'époque des diligences. Mais ils oublient d'ajouter que pour assurer avec des diligences et des charrettes le même trafic de voyageurs et de marchandises qu'avec les chemins de fer, le nombre des emplois d'éleveurs de chevaux, de palefreniers, de cochers, d'aubergistes de relais, de charrons, de bourreliers, de carrossiers, de maréchaux-ferrants, de cantonniers, etc., serait tellement élevé qu'il dépasserait énormément la capacité nationale d'emploi. En mettant toutes nos possibilités de main-d'œuvre et d'élevage de chevaux

dans le transport hippomobile, on assurerait sûrement le plein-emploi, mais aussi un trafic extrêmement inférieur à celui des chemins de fer. Cela signifie que le progrès technique diminue l'emploi et augmente la production, le rendement, la productivité.

La conclusion de nos observations, puis de l'analyse de l'argument des économistes sur les chemins de fer, est que le progrès technique supprime de l'emploi. Il nous sera impossible de changer d'avis tant que la démonstration du contraire ne sera pas faite, en langage clair et sans faux-fuyant. A défaut, nous sommes convaincus d'avoir raison ; donc nous pensons que les économistes ont tort sur ce principe fondamental, jusqu'à preuve du contraire. Or, cette preuve, ils refusent de nous la donner. Ils refusent de passer notre démonstration au crible de la critique. Ils gardent le silence le plus absolu sur l'économie distributive et sur tout ce qui s'y rapporte, sur tout ce qui y conduit. Devant cette attitude négative, nous ne pouvons que formuler des hypothèses :

POURQUOI CACHER LA VERITE ?

Se trompent-ils sur le principe fondamental ? Mentent-ils par omission ? Sont-ils obnubilés ?

S'ils se trompent, on se demande comment il est possible que tous les économistes du monde se trompent, à notre connaissance du moins, et que seuls les disciples de J. Duboin, notre maître, appréhendent après lui, une vérité qui leur semble évidente ?

S'ils mentent, en fait ou par omission, ce ne sont pas des savants, mais de faux savants, car dans le domaine scientifique sont ainsi considérés ceux qui ne disent pas la vérité. La première qualité d'un savant, c'est la sincérité. Il doit dire ce qu'il croit être la vérité, même si elle ne lui plaît pas, même si elle ne plaît à personne, même si elle heurte les convictions les plus profondes. C'est précisément ce qu'a fait un économiste courageux, épris de vérité, J. Duboin. Son œuvre méritait au moins un examen sérieux, voire une réfutation éventuelle. Cependant, depuis 1932, soit pendant près d'un demi-siècle, ses collègues lui ont opposé le silence opâque le plus méprisant. Nous nous abstiendrons de commenter leur attitude inqualifiable, tant elle est contraire à la raison, à la solidarité et à l'esprit scientifique. L'histoire parlera encore de Jacques Duboin, généreux pionnier de la civilisation, la vraie, pas celle de l'argent, quand le nom de ceux qui le méprisent aura été oublié depuis longtemps. Bref, ne pas dire la vérité, mentir par omission, c'est être un partisan avant tout au service de son parti, de ses convictions et de ses préjugés.

Les économistes sont-ils obnubilés par leur propre enseignement, transmis de génération en génération ? Sont-ils submergés à leur insu par le préjugé de la pérennité de l'économie du gain, ce qui paralyserait leur faculté de penser à cet endroit ? Sont-ils effrayés inconsciemment par l'envergure du problème ? Ont-ils peur de se compromettre, de perdre leur situation, de passer pour des utopistes, des illuminés sans plomb dans la cervelle et qu'on ne prendrait pas au sérieux ? Bien sûr, s'ils reconnaissaient publiquement que l'emploi est condamné par le progrès, il leur faudrait envisager de remplacer le gain qui en résulte par un revenu social, d'où un changement d'économie, de société, de civilisation et, finalement, de mentalité. Il y a de quoi être effrayé, en effet !... Mais il y a plus effrayant encore, c'est de laisser le monde dans l'ignorance, dans la nuit, sans boussole pour se diriger, sans but. Là est la cause de l'extrême confusion qui règne dans les esprits et la société.

LES CONSEQUENCES

La responsabilité des économistes est énorme : la société leur fait confiance. Elle attend d'eux d'être renseignée, parce qu'ils sont des professionnels en la matière, professeurs de faculté, spécialistes, experts, savants en sciences économiques. Ils sont conseillers des syndicats, des partis de droite ou de gauche, du gouvernement — quand ils ne cumulent pas les fonctions d'économiste et de ministre. Ils ont largement accès à la presse, écrite ou parlée. En somme, ils exercent une influence considérable sur l'opinion publique et particulièrement sur les personnes ayant des responsabilités. Méritent-ils la confiance que tout le monde leur accorde ? Ne trahissent-ils pas leur mission en laissant dans l'ignorance le monde qu'ils sont chargés d'informer ? Nous aussi, nous sommes effrayés, mais n'est-ce pas par leur attitude négative, par leur silence, par leur refus d'examiner sérieusement le problème fondamental, essentiel, le plus important de tous les temps et qui est, c'est un comble, de leur seule compétence !...

De toute façon, « on ne sait pas où on va, mais on y court !... » a dit quelqu'un. Cette petite phrase exprime parfaitement l'ignorance et la folie du monde présent. On se demande à quoi servent les économistes, qui restent aussi muets que des statues devant cette extrême confusion dans laquelle le monde s'englue. Cela suscite dans le cœur de tous le vague sentiment que rien de bon ne peut en résulter, l'humanité accomplit sa destinée sous les ailes noires de la fatalité contre laquelle on ne peut rien faire.

A l'inverse de cet abandon dû à la défaite de la pensée, au manque de courage ou au préjugé des économistes, la certitude que nous sommes sur la bonne voie, d'où l'on découvre la merveilleuse perspective d'un monde nouveau en harmonie avec le travail des machines, soulève notre enthousiasme, notre espérance et même, en dépit des apparences, notre confiance en l'humanité. Cette dernière réaliserait l'économie distributive si elle était informée comme elle devrait l'être à ce sujet, d'une importance de loin sans pareille.

TRIBUNE LIBRE

Le mouvement distributif et la politique

par Jacques LE MORVAN

Dans le précédent numéro de « **La Grande Relève** » j'ai rappelé la discrétion de Jacques Duboin à l'égard des activités politiques partisanes. Il pensait et espérait que la propagande éducative du « **Mouvement Français pour l'Abondance** » finirait par ouvrir les yeux d'un nombre important de Français et notamment des responsables politiques et syndicaux. Quarante années d'action opiniâtre n'ont pas permis de réaliser cet espoir

A l'heure présente, et depuis six ans, nous vivons une profonde crise de régime. Nous comptons, en France, plus d'un million de chômeurs résultant de la politique d'un gouvernement qui entend réduire sensiblement la consommation populaire et ne pas dépasser les 4 % d'expansion annuelle tout en exportant massivement pour tenter d'équilibrer la balance commerciale. Cette politique antipopulaire provoque inévitablement un renforcement de l'autoritarisme gouvernemental, et le fascisme se profile à l'horizon.

L'économie capitaliste a atteint ses propres limites mais un gouvernement aux ordres de la Finance et du grand patronat cherche, coûte que coûte, à la faire se survivre. Quant à la Gauche qui demeure fidèle à la vision utopique de ce « socialisme de la rareté » fustigée à bon droit par Jacques Duboin, elle serait, de ce fait, incapable de redresser la situation si les élections législatives la portaient au pouvoir.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Cette situation provoque l'inquiétude des Français qui réfléchissent. Ils sont de plus en plus nombreux car il n'y a pas que ceux qui, d'un côté, déclarent : « Barrons la route au collectivisme et tout s'arrangera » et, de l'autre côté, ceux qui s'imaginent que si « le Programme Commun de la Gauche » arrivait au gouvernement tous les problèmes seraient résolus.

Nous vivons donc une période historique pendant laquelle se multiplient les hommes et les femmes qui sont en mesure de nous entendre. Et, ne l'oublions pas. NOUS SOMMES LES SEULS A PROPOSER DES SOLUTIONS ETUDIEES. Mais ces hommes et ces femmes ne viendront à nous que si nous descendons de notre Olympe. Nous devons non seulement leur dire ce que sera une société soutenue et vivifiée par une économie distributive mais encore leur montrer COMMENT nous pouvons l'atteindre. C'est là un problème de stratégie politique qu'il n'est plus possible de négliger... puisque les partis et les syndicats ont refusé de l'étudier.

IL N'EST PLUS POSSIBLE D'ATTENDRE.

UNE STRATEGIE

Nous devons être attentifs aux avis expérimentés de Jacques Duboin qui, nous l'avons rappelé, déclarait que les Parlements sont toujours incapables de mettre en route une véritable transformation de la société. Ce n'est donc pas dans les partis politiques que nous devons placer nos espoirs.

Notre appel doit s'adresser à tous les hommes et à toutes les femmes qui comprennent que « ça ne peut plus durer », que « les emplâtres sur jambes de bois » sont plus dérisoires que jamais et qu'il faut mettre en route une nouvelle société.

C'est A TOUS que nous devons faire comprendre que l'instrument de cette transformation est dans les mains de ceux qui tiennent les leviers de l'économie : **les travailleurs**.

Même en face d'un gouvernement dictatorial, ils sont les maîtres. Car si les usines s'arrêtent ce ne sont ni les C.R.S. ni des militaires qui seront capables de les remettre en marche. Mais, pour qu'une grève soit suffisamment générale, il faut que les travailleurs sachent pourquoi ils se battent et ce qui sera fait de leur victoire.

C'est alors que la nécessité de notre action apparaît. Non seulement nous devons leur apprendre quelle société doit être MAINTENANT édifiée mais aussi COMMENT nous la bâtirons ensemble.

Ne leur laissons jamais croire qu'elle pourrait naître spontanément de la grève générale, sans coordination entre les entreprises en grève, sans un centre coordinateur de leur action, sans la conquête du pouvoir politique et sans la mise en route de la société socialiste et distributive par leurs propres délégués.

Il faut leur rappeler qu'au cours des 40 dernières années le pouvoir politique fut plusieurs fois vacant. Il n'y a que neuf ans, en 1968, il serait

tombé aux mains des travailleurs... si leurs responsables syndicaux et politiques avaient eu une envergure d'hommes d'Etat révolutionnaire. Mais ils ne l'avaient pas et, au gouvernement, les responsables syndicaux ou politiques se seraient trouvés désemparés **parce que n'ayant pas pensé préalablement la transformation économique et sociale.**

En 1936, Léon Blum et Maurice Thorez eurent bien en mains les leviers politiques pendant quelques mois, mais « révolutionnaires sans révolution », selon le mot de Gaston Bergery, ils ne furent que « les honnêtes gérants du régime capitaliste ».

Aujourd'hui, la situation économique de la France est autrement plus détériorée qu'en 1936 et 1968. Notre action devient beaucoup plus nécessaire et urgente.

L'UNION NECESSAIRE

C'est aux militants pour l'Economie Distributive qu'il appartient de former « des hommes d'Etat socialistes » qui seront capables de mettre en route la société nouvelle qui nous permettra de vivre en sécurité, dans l'aisance et la joie, cette joie qui naîtra d'une société pénétrée de l'esprit de liberté et de fraternité.

Mais nous ne serons capables de remplir cette urgente mission que si nous mettons, très rapidement, un terme à nos divisions. Ceux qui ont compris la nécessité d'une société distributive sont aujourd'hui, en France, peu nombreux ; le plus impérieux de leur devoir est d'unir leurs faiblesses — dans la fidélité au message de Jacques Duboin — pour en faire une force qui soit en mesure de réveiller ce pays et de lui montrer la route de son salut.

ANNONCES GRATUITES

IDEES POUR TOUS

« IDEES POUR TOUS » depuis 1963 a publié **des centaines d'auteurs** connus ou inconnus, de la documentation pour tous les curieux et ceux qui désirent entrer en relations.
Ecrivez avec une enveloppe à votre adresse et un timbre français, ou un coupon-réponse international, de la part de « La Grande Relève ».
33, rue Auguste-Bosc, F 30000 NIMES

CONCOURS INTERNATIONAUX

«'Le Cercle International de la Pensée et des Arts Français » - (Siège social et Présidence : A. POURTIER - Arquian - 58310 St-Amand-en-Puisaye, France) informe que ses Concours Internationaux 1977 sont ouverts : **Poésie** (Grand Prix International) - Tournoi International - Prix J.-B. Barreau (250 F à un poète de moins de 35 ans) - **Prose :** Nouvelle, Conte, Critique, Reportage, Roman - **Théâtre - Musique classique** (composition) - **Chanson et Musique populaires** - Prix de **l'œuvre éditée.** Spéciment gratuit de « Présence » - bimestriel - et envoi du Règlement des Concours contre timbre en écrivant à **la Présidence.**

ARMOR
LE SEUL MAGAZINE DE LA BRETAGNE

Chaque mois, ARMOR Magazine présente une synthèse illustrée de la vie politique, économique et culturelle de la Bretagne.
(Le N° 5 F. Abonn. d'un an 52 F : ARMOR, B.P. 540, 22010 SAINT-BRIEUC — C.C.P. 2691-70 Rennes).

CENT ANS APRES

Sous le titre « Looking Backward », Edward BELLAMY écrivit un livre d'anticipation qui eut un succès inimaginable. Un million d'exemplaires furent vendus. Des traductions furent faites dans toutes les langues.

Ce livre va enfin être réédité en France, reproduisant exactement la première traduction de 1891.

Son prix prévu à l'édition est de 45 francs. Toutefois il est possible de le retenir dès maintenant au prix de souscription :

SOUSCRIPTION

Je soussigné .....

Adresse .....

.....

exprime le désir de réserver un exemplaire de la réédition de « Cent ans après ou l'an 2000 » de E. Bellamy au prix préférentiel de 27 francs. Je joins un chèque de ce montant au présent bulletin. J'adresse le tout à Monsieur Elie Pizzoli, 12, rue Perdonnet, 75010 Paris. C.C.P. 16 478-43 Paris.

ANNONCES INSOLITES

40 PAGES DE PETITES ANNONCES DE TOUTES SORTES :
marginales - insolites, des conseils de toutes natures. Spéciment contre 3 F en timbres : AGET-SERVICES Cazillac 46600 MARTEL.

APPEL

Dans un souci d'efficacité, le Mouvement Français pour l'Abondance par le Socialisme Distributif (MFASD)*, appelle à se regrouper dans son sein tous ceux qui sont décidés à soutenir et à développer son action de diffusion des thèses de son fondateur Jacques Duboin, résumées ci-après :

1. LA GRANDE RELEVE

Le développement des techniques de production et de l'automatique, fruit des efforts des générations précédentes, place aujourd'hui l'humanité au seuil d'une nouvelle civilisation : elle peut désormais disposer de puissantes machines capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes ses tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau.

2. LA PRISE DE CONSCIENCE

Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la Terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

Il importe donc de prendre conscience des conséquences possibles d'un tel héritage afin de choisir le meilleur parti à en tirer.

3. L'INADAPTATION DU CAPITALISME

Le système des Prix-Salaires-Profits sur lequel est fondée l'économie de marché, repose essentiellement

— sur la rareté des produits, ce qui en augmente la valeur, donc la possibilité d'en tirer un profit commercial,

— sur la liaison, pour une majorité d'humains, entre les revenus, sous le nom de salaires, et l'existence d'un emploi à occuper : ainsi lorsqu'une machine est construite pour produire à leur place, ils se trouvent privés des moyens d'acquérir cette production et ruinent en même temps ceux qui perdent leur clientèle,

— sur la toute-puissance qu'acquièrent ceux à qui est attribué le pouvoir d'émettre un crédit (les banques),

— sur la possibilité, par le rôle thésaurisable accordé aux capitaux, de tirer profit, pour certains, d'actes préjudiciables à la société.

Le maintien de ces structures économiques, à notre époque, dans les pays industrialisés, entraîne :

— la croissance du chômage, avec pour conséquence la baisse du pouvoir d'achat des chômeurs et la détérioration de leur niveau de vie,

— la dépréciation de la monnaie, augmentant les inégalités sociales et la misère, les affrontements et les conflits.

— l'étouffement des innovations non génératrices d'un profit financier,

— l'écrasement de la libre entreprise par les multinationales et les trusts qui tirent leur pouvoir injustifié des grandes banques,

— le freinage des machines pour les empêcher de donner leur plein rendement,

— le gaspillage des ressources naturelles pour la seule recherche d'un profit financier pour une minorité,

— l'accélération catastrophique, dans ce même but, de la course aux armements, mettant en péril permanent toute vie humaine sur terre,

— le retard à l'accession de toute l'humanité à une véritable civilisation des loisirs.

Toutes ces absurdités, tous ces préjudices et tous ces dangers amènent à **repenser les fondements du système économique qui domine nos relations sociales et à proposer de leur substituer un système conçu précisément pour rendre désormais impossibles tous ces obstacles à l'épanouissement de l'homme :**

4. L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Les mécanismes fondamentaux de ce système sont au nombre de trois, indissolublement liés :

— 1 — **dissociation entre le travail effectué par un individu et ses revenus,**

— 2 — **institution d'une monnaie non circulante remplaçant la monnaie capitaliste.**

— 3 — **remise à l'Etat, devenu émanation permanente du peuple tout entier, du monopole d'émission des moyens de paiement.**

4-1 Les revenus

Il est ouvert périodiquement à tout individu, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, un crédit, ou « revenu social », qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier.

4-2 Le travail

Le travail nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un « service social » auquel tout individu est tenu de participer à son tour,

(SUITE PAGE SUIVANTE)

*Siège du MFASD :
88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET
Cotisation annuelle : 50 F

suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant aussi la durée de sa carrière active.

4-3 La gestion

La gestion, en économie distributive, doit comporter :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

— le calcul du revenu social à inscrire au compte de chacun, de façon à distribuer équitablement cette production et ces services.

Pour être optimale et équitable, cette gestion doit donc être planifiée au plus haut niveau, avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce aux moyens informatiques, par l'ensemble de toute la population.

4-4 La monnaie de consommation

Le revenu social constitue un moyen pour distribuer production et services en laissant toute liberté de choix. Il s'exprime donc dans une monnaie qui après paiement n'a plus de valeur tel un billet de train qui a servi. C'est la façon dont ces revenus ont été utilisés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

5. LES CONSEQUENCES SUPPLEMENTAIRES

L'économie distributive, conçue dans le but de rendre impossible les absurdités et les méfaits analysés précédemment, présente l'avantage de rendre la société juste et humaine, parce qu'elle entraîne en particulier deux changements profondément déterminants :

— amenant l'égalité économique, elle diminue les inégalités de chances imputables aujourd'hui au milieu de naissance et tend ainsi à supprimer les barrières sociales qui délimitent des classes. Elle permet d'offrir à tous la formation correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles, donc l'accès à une vie et à une retraite au cours desquelles ils sauront profiter pleinement de leurs loisirs.

— il en découle une transformation radicale de la vie politique débarrassée des pressions exercées par les intérêts financiers. Elle permet d'établir une démocratie véritable, dans laquelle chacun, bien informé et pleinement conscient, participe valablement et librement aux décisions, en se sentant responsable de la société.

Ouvrages publiés par J. Duboin

encore disponibles :

1937 LIBERATION.
1940 DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE
1944 RARETE ET ABONDANCE.
1946 L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponse aux objections).
POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ?

• Mme Euvrard, veuve Duboin, vous enverra ces livres encore disponibles sur demande adressée 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet, accompagnée des seuls frais d'envoi (environ 5 F par volume).
Elle vous remercie, en retour, de contribuer à la souscription « Pour que vive " La Grande Relève " ».

SOUSCRIPTION POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVE »

MARS 1977

ANONYME, 100 — Roger NOSBAUME, Eaubonne, 20 — Georges STEYDLE, Le Plessis Robinson, 200 — Elie PIZZOLI, Paris-10e, 150 — Mme Raymond HOERTER, Rueil, 2 000 — Mme PICOURLAT, Paris-18e, 70 — JACQUIER, Cannes, 5 — Bernard SIMONNET, Mondragon, 20 — Mme LEROY-LEBURTON (Belgique), 45,40 — Roger LELARGE, Perpignan, 45 — Marcel NEVIERE, Montoir de Bretagne, 170 — Louis BELGY, Menoux, 70 — Arsène PRIGENT, Mantes la Jolie, 17,50 — Roger GUICHON, La Rochelle, 30 — Paul GAUTHIER, Courbevoie, 20 — Jacques GAUTHIER, Courbevoie, 20 — Joseph POISSON, St Doulchard, 50 — Alexandre MUSSIER, La Ciotat, 20 — Mme LUCE, Thiais, 100 — Jean LANLOIS, St Cannat, 70 — Fernand BELZ, Besançon, 40 — Gaston SOILLY, Auxerre, 20 — Raymond PIQUET, Quincy Voisins, 70 — TANSILLO, Peyrolles en Provence : 17,50 — Auguste ARNAUD, Calvisson, 70 — Mme Suzanne BUISSON, Héricy, 10 — Roland CARPENTIER, Toulon, 20 — André PEON, Paris-11e, 17,50 — Germain JULLIEN, Buis les Baronnies, 20 — Pierre LOURME, Lestrem, 90 — Jean TOQUE, Châtellerault, 5 — MOUAZE, Mortain, 55 — Mme Léa COMBEPINE, Annemasse, 70 — Fernand DERAIN, Avon, 50 — Dr Auguste NEAU, Nantes, 80 — Mme ROUGIER, Marseille, 70 — Mme HUBAUX, Liège (Belgique), 45 — MAITREJEAN, Bruxelles (Belgique), 100.

Total : **4 072,90 F.**

AVRIL 1977

Walter LAINARD, Nantes, 20 — ANONYME, 70 — Georges FRIGAUD, Paris-19e, 70 — CARPENTIER, Toulon, 30 — Robert LAROUQUIÉ, Brive, 20 — P. et M. BUGUET, Paris-14e, 200 — René CERIVON, Villeneuve la Garenne, 45 — SIROIT, Toulouse, 10 — André LUCAS, Villiers sur Marne, 20 — Jules DEMEURIE, Roubaix, 20 — M.L. D., Troyes, 1 600 — Robert BRUNELET, Crécy au Mont, 20 — OUDIN, Vailly sur Sauldre, 20 — Louis BAURE, Chatou, 40 — Maximilien BOISSY, Troyes, 20 — Eugène LANSARDIERE, La Ferté sous Jouarre, 70.

Total : **2 275 F.** Merci à tous.

REDACTION et ADMINISTRATION :
88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

Tarif des abonnements annuels

France	**30,00 F**
Etranger	**35,00 F**
Abonnement de soutien	**55,00 F**

C.C.P. : La Grande Relève, 13.402-39 Paris.